

Chapitre 1 - Les acteurs de l'économie

Christophe Viscogliosi

CPGE ECE1 - ESH

Septembre 2023

Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?

Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?

Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Définition d'une entreprise en économie
Différents critères de classification

Sommaire

- 1 Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 - Définition d'une entreprise en économie
 - Différents critères de classification
- 2 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
- 3 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

La représentation d'une entreprise en économie

- $Y = f(K, L)$
- CP = quantité de travail et de capital
- Intensive en travail ou capital (intensité capitalistique)
- Facteurs de production substituables ou complémentaires
- L'efficacité se mesure par la productivité

La classification par l'activité

- La classification par secteur
 - Secteur économique : primaire, secondaire, tertiaire
 - Secteur d'activité : "des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale" (INSEE)
 - Ex : Renault dans le secteur de l'automobile
- La classification par branche d'activité et par filière
 - Distinction nécessaire entre le secteur d'activité et la branche d'activité
 - La filière = "ensemble des activités complémentaires qui concourent, d'amont en aval, à la réalisation d'un produit fini" (INSEE)

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Document n°2. Évolution de la valeur ajoutée par branche en France entre 1950 et 2022

Valeur ajoutée par branche				
en milliards d'euros, prix courants				
Branche d'activité	1950	1970	1990	2022
Agriculture, sylviculture et pêche	2,4	8,3	33,0	50,5
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	3,8	27,8	198,9	313,0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,3	2,6	28,2	61,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,7	3,7	28,9	49,0
Cokéfaction et raffinage	0,1	0,4	1,3	10,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,5	4,4	28,8	31,2
Fabrication de matériels de transport	0,3	2,3	17,6	23,3
Fabrication d'autres produits industriels	2,0	14,5	94,3	137,5
Construction	0,7	8,7	58,7	130,9
Services principalement marchands	5,0	48,7	470,3	1 343,5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,9	14,1	111,4	261,2
Transports et entreposage	0,7	5,2	41,4	122,8
Hébergement et restauration	0,2	1,7	21,2	56,1
Information et communication	0,3	3,6	43,4	129,0
Activités financières et d'assurance	0,3	3,8	44,9	87,4
Activités immobilières	0,5	8,4	87,8	294,9
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0,7	9,5	98,7	330,9
Autres services	0,3	2,5	21,5	61,2
Services principalement non marchands ¹	1,8	17,4	182,8	523,2
Ensemble	13,7	111,0	943,9	2 361,2

Source : [Insee](#)

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Document n°1. Principaux agrégats selon le secteur d'activité économique en France en 2020

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises	Salariés (en EQTP ¹)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions d'euros)	Excédent brut d'exploitation (en millions d'euros)	Investissements corporels bruts hors apports (en millions d'euros)
Industrie	259 310	3 111 157	1 095 020	291 376	73 595	58 962
Construction	501 189	1 423 730	314 881	102 894	19 103	11 026
Commerce	697 286	2 643 608	1 331 596	219 149	54 503	23 490
Transports et entreposage	163 435	1 218 936	197 114	72 078	6 880	26 090
Services marchands hors commerce et transport	2 493 069	4 982 454	840 445	433 279	124 777	96 636
Ensemble	4 114 289	13 379 885	3 779 056	1 118 776	278 858	216 204

Source : [Insee](#)

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Définition d'une entreprise en économie
 Différents critères de classification

La classification par la dimension

Document 3 : Définition des catégories d'entreprises au sens du décret de loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008

Chiffre d'affaires	Total de bilan	Effectif			
		Moins de 10 salariés	De 10 à 249 salariés	De 250 à 4 999 salariés	5 000 salariés ou plus
2 millions d'euros au plus	2 millions d'euros au plus	Microentreprises (MIC)	Petites et moyennes entreprises hors microentreprises (PME hors MIC)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	Grandes entreprises (GE)
Plus de 2 millions d'euros à 50 millions d'euros inclus	Plus de 2 millions d'euros				
Plus de 50 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros inclus	2 millions d'euros au plus	MIC			
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
Plus de 1,5 milliard d'euros	Plus de 43 millions d'euros				
	2 millions d'euros au plus	MIC	PME (hors MIC)		
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
	Plus de 43 millions d'euros à 2 milliards d'euros inclus				
	Plus de 2 milliards d'euros				

Note : le cumul des zones prunes et oranges correspond à la catégorie PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Source : Insee Références, édition 2019 – Photographie du tissu productif en 2017

Les différents types de concentration

- Croissance interne ou externe
- Différents types de concentration : concentration technique, économique ou financière
- Différentes modalités financières : fusion, absorption, relations interentreprises (alliance, partenariat)
- Concentration à différents niveaux du processus de production : concentration conglomérale, horizontale ou verticale

L'essor des FTN et internationalisation de la production

- Entre 1960 et 2016, le nombre de firmes transnationales a très fortement augmenté, passant de 37 000 à 83 000
- Les FTN s'appuient sur la division internationale du travail (DIT) pour mettre en œuvre une division internationale des processus productifs (DIPP)
- Différentes stratégies : marché, rationalisation, compétitivité hors-prix, approvisionnement, externalisation

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

La classification par le statut juridique

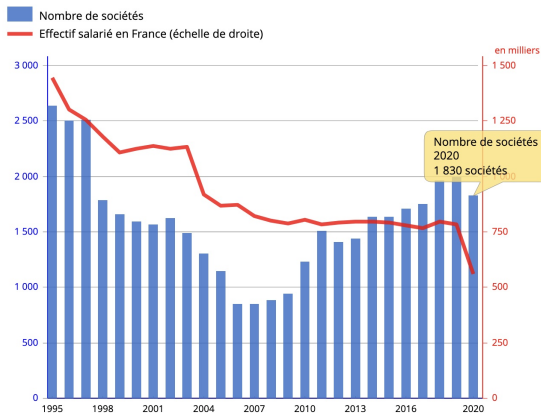
	Propriétaires de l'entreprise	Capital social	Responsabilité des propriétaires	Partage des bénéfices	Dirigeants
Entreprise individuelle	Un entrepreneur unique, seul propriétaire	Pas de capital social. L'entreprise n'a pas d'existence juridique propre. Le patrimoine de l'entreprise et celui de l'entrepreneur sont confondus.	Responsabilité totale. En cas de faillite de l'entreprise, l'entrepreneur peut tout perdre, y compris ses biens personnels.	L'entrepreneur perçoit la totalité des bénéfices.	L'entrepreneur est seul à prendre les décisions.
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)	Une EURL est une SARL avec un seul associé, unique propriétaire de l'entreprise.	La totalité du capital social appartient au seul propriétaire. L'entreprise a son propre patrimoine, séparé de celui du propriétaire.	Responsabilité limitée au montant des apports. En cas de faillite, le propriétaire ne perd que le capital qu'il a apporté.	L'associé unique perçoit la totalité des bénéfices.	Le propriétaire est seul à prendre les décisions. Comme pour la SARL, on l'appelle le gérant.
Société à responsabilité limitée (SARL)	Entre 2 et 100 associés	Le capital social est divisé en parts sociales. Chaque associé possède des parts, en fonction du capital qu'il a apporté.	Responsabilité limitée au montant des apports.	En fonction des parts sociales. Celui qui possède 50% des parts a droit à 50% des bénéfices.	Le gérant est nommé par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Il peut être l'un des associés, ou une personne extérieure à la société.
Société anonyme (SA)	Au moins 7 associés, que l'on appelle des actionnaires.	Le capital social est divisé en actions. Chaque associé possède des actions.	Responsabilité limitée au montant des apports.	En fonction des actions.	Les actionnaires votent pour élire les membres du conseil d'administration, qui élisent à leur tour un président directeur général (PDG)

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Définition d'une entreprise en économie
Différents critères de classification

La classification par la nature du propriétaire

Sociétés françaises contrôlées majoritairement par l'État



Lecture : en 2020, 1 830 sociétés françaises sont contrôlées majoritairement par l'État et emploient 562 000 salariés.

Champ : France.

La classification par le statut juridique

- Dans la théorie microéconomique (néoclassique), le profit est l'unique objectif
- Simplification car dans la réalité : responsabilité sociale d'entreprise (RSE)
- Âge de la conception éthique dans les années 1950
- Âge de la conception utilitariste dans les années entre 1970 et 1990
- Âge de la soutenabilité dans les années depuis 1990

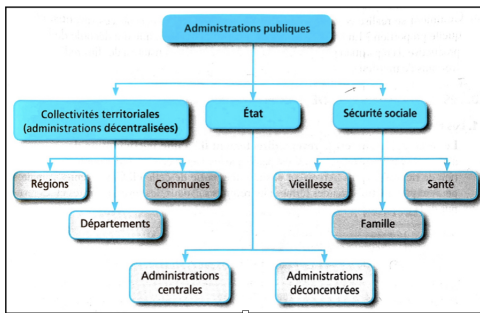
Sommaire

- 1 Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
- 2 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 - Définition des pouvoirs publics
 - Les fonctions économiques des pouvoirs publics
 - Objectifs de l'interventionnisme public
- 3 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Les pouvoirs publics ?

- "Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales" (INSEE)

Document 8 : Les administrations publiques



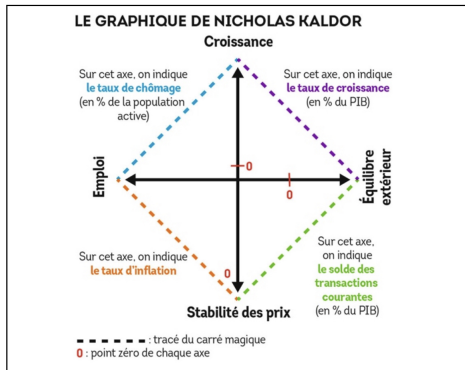
Les trois types d'intervention pour Musgrave (1959)

- Une fonction d'allocation
- Une fonction de redistribution
- Une fonction de stabilisation

Objectifs et moyens de l'intervention publique

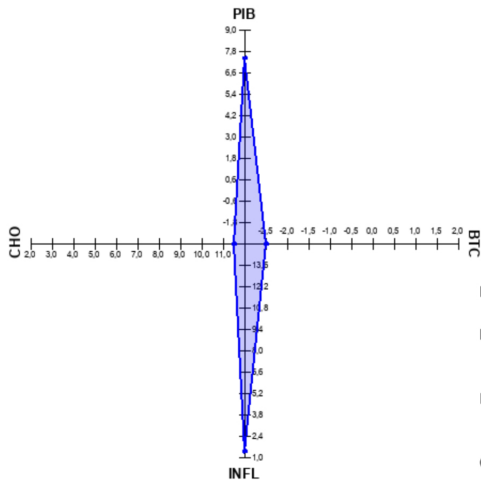
- Objectifs résumés dans le carré magique de N. Kaldor (1971) : plein emploi, stabilité des prix, croissance économique, équilibre extérieur

Document n°9 : Le carré magique de Kaldor



Source : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/bonus-malus-automobile>

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?



PIB = taux de variation du PIB en volume (%)

BTC = solde de la balance des transactions courantes
en % du PIB

INFL = taux de variation de l'indice des prix à la
consommation (%)

CHO = taux de chômage (%)

Débat sur le degré d'interventionnisme public ?

- Approche libérale = l'État doit être un État-minimal qui se limite aux fonctions régaliennes. Au XVIIIe et XIXe siècles, l'Etat est principalement un Etat-gendarme.
- Approche interventionniste = L'interventionnisme public doit s'élargir car les mécanismes du marché peuvent être défailants, insuffisants. Au XXème siècle, cette conception s'impose avec l'Etat-providence qui remplit les trois fonctions identifiées par Musgrave.

Débat sur le degré d'interventionnisme public ?

- Approche libérale = l'État doit être un État-minimal qui se limite aux fonctions régaliennes. Au XVIIIe et XIXe siècles, l'Etat est principalement un Etat-gendarme.
- Approche interventionniste = L'interventionnisme public doit s'élargir car les mécanismes du marché peuvent être défaillants, insuffisants. Au XXème siècle, cette conception s'impose avec l'Etat-providence qui remplit les trois fonctions identifiées par Musgrave.
- Remise en cause de l'interventionnisme public depuis les années 1980 par les libéraux : crise financière, crise d'efficacité, crise de légitimité.

Sommaire

- 1 Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
- 2 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
- 3 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?
 - Les ménages
 - Le système financier
 - Le système financier
 - L'extérieur

Évolution du niveau de vie

- Tout individu ou groupe d'individus habitant sous le même toit
- 29,5 M de ménages en 2017 pour 67,8 M hab en 2022
- Taille moyenne d'un ménage : 2,19 en 2019 contre 3,1 en 1968
- Fonction principale des ménages = consommation
 - consommation finale effective des ménages (CFE) = dépenses de consommation finale (DCF) + dépenses de consommation individualisables (DCI)
 - DCF = ensemble des dépenses de consommation privées
 - DCI = biens et des services individuels produits directement ou achetés par les administrations publiques ou les ISBLSM (associations) et mis à la disposition des ménages

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Les ménages
 Le système financier
 Le système financier
 L'extérieur

Évolution des dépenses de consommation entre 1961 et 2021

Document n°12. La consommation effective des ménages en 1961 et 2021

Type de dépense	1961			2021		
	Valeur (en milliards d'euros)	Poids dans la consommation effective totale (en %)	Part dans la dépense de consommation finale (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Poids dans la consommation effective totale (en %)	Part dans la dépense de consommation finale (en %)
Dépense de consommation des ménages	28,3	84,9	100,0	1 264,8	73,5	100,0
Alimentation et boissons non alcool.	6,9	20,7	24,3	176,8	10,3	14,0
Boissons alcoolisées et tabac	1,9	5,8	6,9	52,7	3,1	4,2
Articles d'habillement et chaussures	3,4	10,3	12,1	41,0	2,4	3,2
Logement, chauffage, éclairage	3,4	10,1	11,9	351,5	20,4	27,8
Équipement du logement	2,4	7,2	8,5	62,6	3,6	4,9
Santé ¹	0,7	2,1	2,4	54,3	3,2	4,3
Transport	3,1	9,2	10,8	161,8	9,4	12,8
Communications	0,2	0,5	0,6	31,8	1,9	2,5
Loisirs et culture	2,1	6,3	7,4	97,3	5,7	7,7
Éducation	0,1	0,3	0,3	6,1	0,4	0,5
Hôtels, cafés et restaurants	1,8	5,5	6,5	76,3	4,4	6,0
Autres biens et services	2,1	6,4	7,5	160,9	9,4	12,7
Correction territoriale (tourisme)	0,2	0,7	0,8	-8,3	-0,5	-0,7
Dépense de consommation des ISBLS²	0,8	2,5	///	52,3	3,0	///
Dépense de consommation des APU³	4,2	12,5	///	402,9	23,4	///
dont :						
santé	1,2	3,6	///	198,4	11,5	///
éducation	2,0	6,0	///	106,4	6,2	///
action sociale	0,7	2,1	///	59,7	3,5	///
logement	0,0	0,0	///	13,9	0,8	///
Ensemble	33,3	100,0	///	1 720,0	100,0	///

Évolution du niveau de vie depuis les Trente Glorieuses

- Trente Glorieuses (1945-1973)
- "La seconde révolution française" de H. Mendras (1988)
 - Moyennisation de la société entre 1965 et 1984 = passage d'une « structure (sociale) de classes » à une structure sociale faite de strates
 - Raisons : l'évolution de la population active, l'enrichissement de la société française, la forte croissance des classes moyennes avec la multiplication des emplois intermédiaires, diffusion culturelle.
- Augmentation du niveau de vie durant les TG et baisse des inégalités en raison d'une tertiarisation de l'économie, d'une démocratisation scolaire, du rôle des syndicats.

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Les ménages
Le système financier
Le système financier
L'extérieur

Baisse des inégalités de revenus

Document n°13 - Évolution du rapport interdécile (revenus après impôts et prestations sociales) entre 1970 et 2020 en France



Source : [Observatoire des inégalités à partir des données de l'INSEE](#)

Le système financier

- Le système financier met en relation des agents à besoin de financement et des agents à capacité de financement
- Les sociétés financières (SF) collectent et gèrent les moyens de financement
- Diversité d'acteurs parmi les SF : Banque centrale, banques commerciales, fonds d'investissement monétaire, sociétés d'assurance...
- Trois tendances principales du système financier depuis les années 1980 : décloisonnement, désintermédiation, déréglementation (H. Bourguinat, 1995)

Le système financier

- Le système financier met en relation des agents à besoin de financement et des agents à capacité de financement
- Les sociétés financières (SF) collectent et gèrent les moyens de financement
- Diversité d'acteurs parmi les SF : Banque centrale, banques commerciales, fonds d'investissement monétaire, sociétés d'assurance...
- Trois tendances principales du système financier depuis les années 1980 : décloisonnement, désintermédiation, déréglementation (H. Bourguinat, 1995)

Des mondialisations croissantes

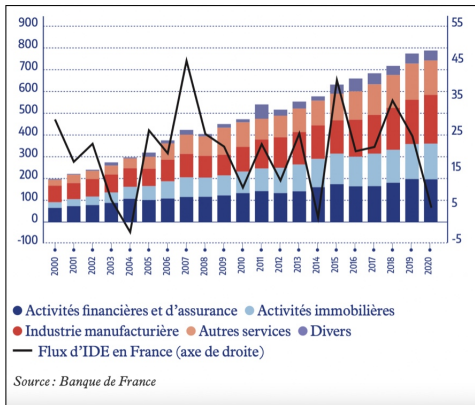
- MondialisationS (E. Mouhoud, 2006)
 - Les délocalisations des activités impliquant ou non des IDE ;
 - Les flux commerciaux de biens et services entre les filiales des firmes ou entre firmes, et les échanges de biens intermédiaires ;
 - Les flux financiers ou de capitaux à court terme ;
 - Les flux de connaissances et de technologies ;
 - Les migrations internationales de travailleurs, qualifiés et peu qualifiés.
- La mondialisation se développe à partir du XIVème siècle (Commerce par voie maritime)
- Passage d'"économies-mondes" à une économie mondiale à partir du XIXème siècle (F. Braudel, 1979)
- La mondialisation progresse dans ses différentes composantes : le commerce (taux d'ouverture), flux de capitaux (IDE), connaissances et technologies (enseignement et recherche), hommes (part des immigrés)

- Q1 - Pourquoi les entreprises sont-elles diverses ?
 Q2 - Quelles sont les activités des pouvoirs publics ?
 Q3 - Qui sont les autres acteurs de l'économie ?

Les ménages
 Le système financier
 Le système financier
 L'extérieur

Place de la France dans les échanges internationaux

Document n°15 - Volume et stock d'IDE en France entre 2000 et 2020



Source : Business France, [Tableau de bord de l'attractivité de la France, 2021](#)